

# Réflexions face à la peur

## Partage international n° 161 - Février 2002

par Wendell Berry

1. Le temps approche où nous ne pourrons plus évoquer les horreurs du 11 septembre sans y associer l'optimisme technologique et économique généralisé qui prit fin en ce jour.
2. Cet optimisme reposait sur le présupposé que nous étions entrés dans un « nouvel ordre mondial » et une « nouvelle économie » destinée à croître sans fin et à amener une prospérité dont toute augmentation aurait été « sans précédent ».
3. Les leaders politiques, les décideurs du monde des affaires et les investisseurs qui soutenaient cette façon de voir ne se rendaient pas compte que cette prospérité ne concernait qu'un infime pourcentage de la population mondiale et une fraction chaque jour plus réduite de celle des Etats-Unis ; qu'elle était fondée sur l'exploitation des pauvres de la planète et que son prix en termes environnementaux faisait peser une menace sans cesse croissante sur la vie, y compris sur celle des personnes dites prospères.
4. Les nations « développées » avaient donné au « libre-échange » le statut d'un dieu, auquel elles sacrifiaient leurs paysans, leurs zones agricoles et les communautés qui y vivent, leurs forêts, leurs marécages et prairies, leurs écosystèmes et leurs bassins fluviaux. Elles avaient accepté une pollution universelle et un réchauffement général comme le prix normal à payer pour pouvoir mener leurs affaires.
5. Cette attitude suscita, en réaction, un effort mondial de décentralisation et de justice économiques, ainsi que de responsabilité écologique. Les événements du 11 septembre rendent cet effort plus nécessaire que jamais. Nous, citoyens des pays développés, devons continuer notre travail d'autocritique et de réforme. Il nous faut reconnaître nos erreurs.
6. La doctrine principale qui a inspiré l'euphorie économique et technologique des dernières décennies faisait tout dépendre de l'innovation. On croyait désirable, et même nécessaire, d'aller d'une innovation technique à une autre, car on y voyait l'assurance d'une croissance et d'un progrès économique sans limite. Ce qui impliquait, naturellement, une haine du passé, un rejet de toutes les innovations précédentes, quelque ait été leur valeur.
7. Nous n'avons rien pu prévoir de ce qui est arrivé. Nous n'avons pas imaginé que l'ensemble de nos innovations pouvait être balayé par une plus grande : par l'invention d'un nouveau type de guerre qui les tournerait contre nous, en utilisant des risques potentiels que nous avons ignorés. Nous n'avons jamais envisagé la possibilité de nous retrouver piégés dans le réseau de communications et de transports qui était censé nous rendre libres.
8. Nous n'avons pas prévu que les armes et la science de la guerre que nous vendions et enseignions jusque-là au reste du monde deviendraient à la portée, non seulement des gouvernements reconnus, qui possèdent, sur une large échelle et d'une manière si inquiétante, un pouvoir de légitime violence, mais aussi des « Etats voyous », de groupes dissidents ou fanatiques, dont la violence, pourtant, ne saurait jamais dépasser celle que les Etats s'arrogent et légitiment.
9. Nous avons intégré, sans la questionner, la croyance selon laquelle la technologie est essentiellement bonne, qu'elle ne peut servir le mal, ni nos ennemis, ni être utilisée pour détruire ce que nous aimons, notre Terre ou notre vie.
10. Nous avons également accepté la croyance corollaire que toute économie d'échelle mondiale, complexe et centralisée - que ce soit une économie monétariste ou tout autre système économique artificiel que l'on pourrait lui substituer - n'avait rien à craindre du terrorisme, des sabotages, ou de la guerre, car solidement protégée par une « défense nationale ».
11. Nous nous trouvons confrontés à un choix clair, auquel nous ne pouvons nous dérober : continuer à promouvoir un système économique mondial de « libre échange » illimité entre grandes entreprises, reliées entre elles par des canaux de communication et d'approvisionnement longs et hautement vulnérables - tout en sachant, désormais, qu'un tel système devra être protégé par des forces de police

très onéreuses et opérant au niveau planétaire, mises en place et entretenues par une ou plusieurs nations, voire par toutes, et que ce déploiement policier ne sera efficace que dans la mesure où il contrôlera la liberté et la vie privée de l'ensemble des citoyens du monde.

12. Mais nous pouvons aussi opter pour une économie mondiale décentralisée qui aurait pour objectif d'assurer à toutes les nations et régions de la planète une autonomie locale en ce qui concerne la sphère vivrière. Cela n'éliminerait pas le commerce international, mais tendrait à le faire porter sur les surplus de la production, une fois les besoins locaux satisfaits.

13. L'un des plus graves dangers que nous courons maintenant, après celui de subir d'autres attaques, c'est d'essayer de poursuivre comme avant le programme affairiste de « libre-échange » mondial, quel qu'en soit le prix en terme de libertés et de droits civiques, sans remise en question, autocritique ni débat public.

14. C'est pourquoi les hommes politiques et les citoyens doivent résister à la tentation de faire de la rhétorique, et réfléchir. Il n'est guère facile pour l'homme de la rue de connaître ce qui se passe réellement à Washington dans une période de crise comme celle que nous traversons ; nous savons tous à quelles difficultés inextricables le gouvernement doit faire face. Mais le discours que tiennent les politiciens, les bureaucrates et les commentateurs a jusqu'à présent tendu à réduire les problèmes complexes devant lesquels nous nous trouvons à des questions d'unité, de sécurité, de normalité et de vengeance.

15. La bonne conscience, qu'elle soit nationale ou individuelle, est une erreur. Elle fait faire fausse route. C'est un signe de faiblesse. Toute guerre dans laquelle nous pourrions nous lancer maintenant contre le terrorisme deviendrait comme un nouvel épisode dans une longue histoire guerrière, un épisode dont nous aurions été pleinement responsables. Ce serait s'estimer innocents à bon compte que de s'en prendre à des populations qu'on aurait décrétées coupables et passibles de sanctions militaires. Cette « doctrine stratégique » remonte à Sherman (un des généraux nordistes de la guerre de Sécession) qui fut le premier à la mettre en œuvre. Elle n'a jamais été récusée.

16. C'est également une erreur, les événements du 11 septembre l'ont montré, de supposer qu'un gouvernement peut se faire l'apôtre d'une économie mondiale et y participer tout en agissant

exclusivement dans son propre intérêt, en abrogeant, par exemple, les traités internationaux qu'il avait lui-même signés, et en refusant toute collaboration sur les questions éthiques.

17. Et cela en est une autre, fondamentale, et évidente pour qui connaît les Etats-Unis et leur Constitution, de croire qu'une crise puisse justifier une quelconque forme d'oppression politique. Depuis le 11 septembre, bien trop de politiciens, prétendant « parler au nom des Américains », ont affirmé que ces derniers accepteraient joyeusement une réduction des libertés en échange d'une plus grande « sécurité ». C'est peut-être le cas pour certains. Mais d'autres préféreraient de loin une réduction de la sécurité (y compris au niveau du commerce mondial) à toute réduction de droits constitutionnels.

18. Même maintenant, nous n'osons pas oublier que depuis l'attaque de Pearl Harbour - à laquelle l'attentat de septembre a été souvent, mais inutilement, comparé - nous, les hommes, avons subi une série de guerres presque ininterrompue, et dont aucune n'est parvenue à nous apporter la paix, ou à nous rendre plus pacifiques.

19. Il va de soi que la guerre n'a pas pour objectif et résultat la paix, mais la victoire, et que toute victoire arrachée par la violence ne peut que justifier cette violence, l'étendre et l'aggraver. Si nous sommes tellement convaincus de la valeur de l'innovation, ne devons-nous pas en conclure que nous avons besoin de quelque chose de nouveau pour remplacer les guerres qui n'ont jamais cessé de nous opposer les uns aux autres et dont chacune est censée être la dernière ?

20. Ce n'est pas la violence qui conduit à la paix, mais une attitude pacifique, qui, loin d'être de la passivité, repose au contraire sur une volonté, la volonté d'être vigilant, informé, concret et actif. Il nous faut reconnaître que, tandis que nous consacrons des sommes extravagantes en dépenses d'armement, nous avons totalement négligé de rechercher les chemins de la paix et de les suivre. Nous avons, par exemple, plusieurs académies militaires, mais aucune académie de la paix. Nous avons ignoré les enseignements d'hommes de paix comme le Christ, Gandhi, Martin Luther King. Peut-être est-ce parce que la guerre est source de profit, tandis que la paix, vu son faible coût, ne rapporte rien.

21. Nous ne devons pas permettre encore une fois à l'émotion publique et aux médias de caricaturer nos ennemis. Si ceux-ci devaient être des nations musulmanes, alors, il nous faudrait chercher à les

connaître. Il faudrait dès l'école en enseigner l'histoire, les cultures, les arts et les langues. Et nos responsables politiques devraient avoir l'humilité et la sagesse de s'enquérir des raisons de leur haine.

22. En ce qui concerne l'économie, partant des secteurs de l'alimentation et de l'agriculture, il faudrait promouvoir, et encourager à l'étranger, l'idéal d'autosuffisance locale. Reconnaître que c'est là le mode de vie pour tous le plus sûr et le moins cher.

23. Il nous faudrait reconsidérer, renouveler et étendre nos efforts de protection des fondements naturels de l'économie humaine : le sol, l'eau, et l'air. Protéger les écosystèmes et les bassins fluviaux que nous avons laissés intacts, et commencer à restaurer ceux que nous avons endommagés.

24. La complexité de nos difficultés actuelles suggère comme jamais auparavant la nécessité de changer notre façon de concevoir l'éducation. L'éducation n'est pas une industrie, et elle n'a pas pour objectif premier de servir le secteur industriel en se concentrant sur la formation professionnelle ou en lui louant, par exemple, le secteur de la recherche universitaire. Elle a pour fonction essentielle de permettre aux citoyens de mener des vies qui soient économiquement, politiquement, socialement et culturellement responsables. Cette responsabilité ne se développe pas uniquement en rassemblant des informations, ou en y ayant accès, car des informations de ce genre ne sont, en réalité, que des

faits donnés sans aucun contexte, et donc impossibles à hiérarchiser. La véritable éducation, c'est celle qui rend les jeunes capables de mener leur vie, guidés par la raison, c'est-à-dire en sachant hiérarchiser les choses par ordre d'importance ; donner la priorité à ce qui le mérite.

25. La première chose que nous devrions apprendre à nos enfants (et à nous-mêmes), c'est que nous ne pouvons dépenser et consommer sans limite. Il nous faut apprendre à épargner et à conserver. Nous avons besoin d'une « nouvelle économie », fondée sur le sens de la mesure et le respect des autres et du monde qui nous entoure, sur l'épargne et la préservation, et non sur les excès et le gaspillage. Une économie basée sur le gaspillage est vouée de façon inhérente à la violence, et à la guerre, son produit dérivé. Nous avons besoin d'une économie pacifique.

Cet article a été publié, sous le titre *Thoughts on America*, sur le site des revues *Orion* and *Orion Afield*, OrionOnline.org

**Auteur** : Wendell Berry, écrivain, essayiste, paysan, romancier, poète, professeur et critique américain

**Sources** : OrionOnline.org

**Thématiques** : [environnement](#), [politique](#), [Économie](#), [éducation](#)

**Rubrique** : [Point de vue](#) ()